

# François Hollande se veut pragmatique sur les PPP

JB | 11/01/2013 | 18:00 | [Etat et collectivités](#)



© Elysée

Le Président de la République s'est exprimé à l'occasion de son déplacement sur les investissements d'avenir, à Bordeaux

A l'occasion de son déplacement sur les investissements d'avenir en Gironde le 10 janvier, le Président de la République, François Hollande, a précisé ses priorités en termes d'investissements et joué l'apaisement sur les PPP.

Le 10 janvier, profitant d'un déplacement sur le site d'Aerocampus Aquitaine à Latresne (Gironde), François Hollande a réprécisé les priorités gouvernementales en termes d'investissements. Des priorités dont le BTP ne peut que se réjouir puisqu'excepté l'aéronautique, tous les domaines définis intéressent le secteur : le logement, la transition énergétique, le numérique (avec la couverture de l'hexagone en très haut débit) et les transports.

Sans surprise, le Président de la République a dit vouloir «mettre en place un cadre stable pour l'investissement». Plus surprenant en revanche, cet aveu : «l'Etat ne connaît pas suffisamment ses propres investissements. Aussi, je souhaite que les grands projets d'investissement public soient instruits en toute indépendance par un commissariat général, qui existe déjà aujourd'hui, qui est le commissariat général à l'investissement».

## **Le PPP, un instrument comme un autre**

Depuis l'installation du gouvernement, plusieurs ministres avaient vertement critiqué les partenariats publics-privés. Ce 10 janvier, François Hollande avait semble-t-il décidé de jouer l'apaisement : « beaucoup a été dit sur ces instruments. Ils sont soit encensés, soit décriés. C'est une tradition française d'être à ce point dans le binaire. Il faudrait soit les abandonner en bloc, parce qu'il y aurait du privé, soit les suivre aveuglément parce qu'il y aurait du public ».

Revendiquant une approche pragmatique, le Président de la République a estimé qu'un des moyens de réaliser la croissance était de raccourcir les délais de réalisation, d'anticiper les investissements. « Si on fait dès 2013 ce qui était prévu en 2014, on donne un gain de croissance sans qu'il en coûte quoi que ce soit de plus ». Et d'illustrer : « quand une concession de service public permet de réaliser le viaduc de Millau en trois ans au lieu de quinze, sans un euro d'argent public, pourquoi nous en priver ? ».

## **Accompagnement des élus locaux**

François Hollande souhaite que l'Etat accompagne les élus locaux pour leur permettre de trouver la bonne structure et le bon montage pour leurs projets. « Il ne s'agit pas de se substituer aux collectivités, il s'agit d'apporter à tous les décideurs publics, dans un double souci d'efficacité et de sécurité juridique, tous les moyens pour faciliter la concrétisation de leurs projets d'investissement ».

Pour autant, il ne donne pas un blanc-seing aux partenaires privés : « Il y a de mauvaises surprises aussi avec ces partenariats, où l'on découvre des locations exorbitantes et puis ensuite une gestion particulièrement coûteuse quand il n'y a pas eu de phénomènes de rente qui se sont installés. Alors, plutôt que de jeter aux gémonies tel ou tel instrument, accompagnons les élus locaux ».

*JB* | Source LE MONITEUR.FR

